

382561-2026 - Competition

France – Business development consultancy services – ACCORD-CADRE PORTANT SUR DES PRESTATIONS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE CONSEIL AU DÉVELOPPEMENT D'UNE EXPERTISE INTERNE AU TRAVERS DES SCIENCES COMPORTEMENTALES LORS DE LA CONCEPTION ET/OU DU DEPLOIEMENT DE L'OFFRE DE SERVICE DE FRANCE TRAVAIL
OJ S 106/2026 04/06/2026

Contract or concession notice – standard regime
Services

1. Buyer

1.1. Buyer

Official name: FRANCE TRAVAIL - DG

Email: Joanna.fraga-martins@francetravail.fr

Legal type of the buyer: Body governed by public law

Activity of the contracting authority: General public services

2. Procedure

2.1. Procedure

Title: ACCORD-CADRE PORTANT SUR DES PRESTATIONS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE CONSEIL AU DÉVELOPPEMENT D'UNE EXPERTISE INTERNE AU TRAVERS DES SCIENCES COMPORTEMENTALES LORS DE LA CONCEPTION ET/OU DU DEPLOIEMENT DE L'OFFRE DE SERVICE DE FRANCE TRAVAIL

Description: le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'accompagnement et de conseil au développement d'une expertise interne en matière de sciences comportementales lors de la conception et/ou du déploiement de l'offre de service de France Travail.

Procedure identifier: bc9066f7-5f17-4fa4-969b-c08e605e19e1

Internal identifier: 018-26

Type of procedure: Open

The procedure is accelerated: no

2.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Main classification (cpv): 79411100 Business development consultancy services

2.1.2. Place of performance

Town: PARIS

Postcode: 75020

Country subdivision (NUTS): Paris (FR101)

Country: France

2.1.3. Value

Estimated value excluding VAT: 1 833 334,00 EUR

2.1.4. General information

Legal basis:

Directive 2014/24/EU

Sans objet

Applicable cross-border law: Sans objet

2.1.6. Grounds for exclusion

Sources of grounds for exclusion: Notice

Purely national exclusion grounds: Sur la base du ou des Documents de candidature produits dans les conditions fixées à l'article IV-I 1°) du présent Règlement, France Travail vérifie que les candidats ne se trouvent pas dans un cas d'interdiction de soumissionner. Dans le cas où un sous-traitant par lequel le candidat justifie de sa capacité à exécuter le marché auquel il candidate ou un membre d'un groupement d'opérateurs économiques candidat entre dans un cas d'interdiction de soumissionner, France Travail exige son remplacement par un opérateur économique ne faisant pas l'objet d'un motif d'exclusion. A peine de rejet de la candidature, le candidat transmet, dans un délai maximum de dix jours calendaires à compter de la réception de la demande, la Demande d'acceptation du nouveau sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement ou l'annexe au Document de candidature mentionné à l'article IV.1 1°) du présent Règlement établie par le membre du groupement proposé en remplacement. Est joint un nouveau Document de candidature établi par le mandataire du groupement, modifié en sa rubrique G pour tenir compte de la nouvelle composition du groupement. Sur la base de ce ou ces mêmes documents, France Travail s'assure en outre de la capacité économique et financière, technique et professionnelle des candidats à exécuter le marché auquel ils candidatent. Les candidats reconnaissent être parfaitement informés qu'en cas de groupement d'opérateurs économiques constitué en application des articles R.2142- 19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, la capacité à exécuter le marché auquel il est candidaté est appréciée de manière globale, pour l'ensemble des membres du groupement.

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Title: ACCORD-CADRE PORTANT SUR DES PRESTATIONS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE CONSEIL AU DÉVELOPPEMENT D'UNE EXPERTISE INTERNE AU TRAVERS DES SCIENCES COMPORTEMENTALES LORS DE LA CONCEPTION ET/OU DU DEPLOIEMENT DE L'OFFRE DE SERVICE DE FRANCE TRAVAIL

Description: le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'accompagnement et de conseil au développement d'une expertise interne en matière de sciences comportementales lors de la conception et/ou du déploiement de l'offre de service de France Travail.

5.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Main classification (cpv): 79411100 Business development consultancy services

5.1.2. Place of performance

Anywhere

5.1.3. Estimated duration

Start date: 01/10/2026

Duration end date: 01/10/2030

5.1.5. Value

Estimated value excluding VAT: 1 833 334,00 EUR

Maximum value of the framework agreement: 2 800 000,00 EUR

5.1.6. General information

Reserved participation:

Participation is not reserved.

Procurement Project not financed with EU Funds.

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement (GPA): yes

5.1.9. Selection criteria

Sources of selection criteria: Procurement Document

5.1.11. Procurement documents

Address of the procurement documents: <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2983373&orgAcronyme=h8j>

5.1.12. Terms of procurement

Terms of submission:

Electronic submission: Required

Address for submission: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Languages in which tenders or requests to participate may be submitted: French

Electronic catalogue: Not allowed

Variants: Not allowed

Deadline for receipt of tenders: 06/07/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Duration during which the tender must remain valid: 4 Months

Terms of contract:

The execution of the contract must be performed within the framework of sheltered employment programmes: No

Electronic invoicing: Required

Electronic ordering will be used: no

Electronic payment will be used: no

5.1.15. Techniques

Framework agreement:

Framework agreement, with reopening of competition

Maximum number of participants: 3

Information about the dynamic purchasing system:

No dynamic purchase system

5.1.16. Further information, mediation and review

Review organisation: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS

Information about review deadlines: Avant la conclusion du contrat, recours sur la base de l'article L. 551-1 du code de justice administrative et/ou, contre un acte détachable du contrat, de l'article R. 421-1 du même code dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité de l'acte attaqué, le cas échéant assorti d'une demande de suspension sur le fondement de l'article L.521-1 du même code b. Après la conclusion du contrat: 1°) recours sur la base de l'article L. 551- 13 du même code dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du contrat 2°) recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses, dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution du contrat, le cas échéant assorti d'une demande de suspension sur le fondement précité et/ou d'une demande indemnitaire en cas de demande indemnitaire, recours administratif préalable auprès du directeur général aux coordonnées en tête d'avis et recours de pleine juridiction dans un délai de 2 mois à compter de la décision expresse de rejet ou sans condition de délai (sauf prescription) à défaut.

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Official name: FRANCE TRAVAIL - DG

Registration number: 13000548100010

Town: Paris

Postcode: 75020

Country subdivision (NUTS): Paris (FR101)

Country: France

Contact point: Joanna FRAGA MARTINS

Email: Joanna.fraga-martins@francetravail.fr

Telephone: 0140306673

Buyer profile: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Roles of this organisation:

Buyer

8.1. ORG-0002

Official name: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS

Registration number: 177750005500013

Town: Paris

Postcode: 76004

Country subdivision (NUTS): Paris (FR101)

Country: France

Email: greffe.tapis@juradm.fr

Fax: 0144594400

Roles of this organisation:

Review organisation

Notice information

Notice identifier/version: 57077b00-28ef-4fce-ac96-ca1c41f7a235 - 01

Form type: Competition

Notice type: Contract or concession notice – standard regime

Notice subtype: 16

Notice dispatch date: 03/06/2026 11:09:45 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Languages in which this notice is officially available: French

Notice publication number: 382561-2026

OJ S issue number: 106/2026

Publication date: 04/06/2026